



## **PLENIERE DU 23 OCTOBRE 2006**

### **DEBAT DE POLITIQUE GENERALE**

#### ***Intervention de Véronique Bérégovoy, pour le groupe des élus Verts***

Monsieur le Président, chers collègues,

Le film d'AL GORE « *Une vérité qui dérange* » déplace les foules et contribue au débat sur un sujet particulièrement sensible, le réchauffement climatique provoqué par l'augmentation de nos émissions de gaz à effet de serre.

Il y a quelques jours PIERRE RADANNE était présent dans cet hémicycle pour nous exposer, lui aussi la problématique du changement climatique et les enjeux majeurs du 21<sup>ème</sup> siècle.

Ces interventions font écho à l'une des principales préoccupations des français qui sont aujourd'hui 46% à juger que la question du réchauffement est un enjeu majeur contre seulement 14% en 2002.

Cette prise de conscience de la part des citoyens des pays industrialisés est fondamentale quand on sait qu'un quart de cette population mondiale consomme les trois quarts de l'énergie produite sur la planète. Et, il n'aura suffi que de quelques générations pour consommer des ressources énergétiques que la planète a mis 320 millions d'années à accumuler.

La situation est d'autant plus urgente que les effets du réchauffement sont déjà visibles ; fonte des glaciers, élévation du niveau marin qui commence à submerger les archipels les plus bas, catastrophes climatiques qui se multiplient (tempête, canicule, ouragans...), disparitions d'espèces animales et végétales et d'ici 2010 se sont plus de 50 millions de personnes privées de terre qui seront condamnées au statut de réfugiés environnementaux, comme nous l'a annoncé la dernière conférence des Nations Unies pour l'environnement.

Malheureusement, face à cette situation les réponses apportées par les pouvoirs publics sont loin d'être à la hauteur des enjeux.

En effet, « le pacte national pour l'environnement » que nous a présenté le Premier Ministre le 4 octobre dernier est avant tout un projet de communication.

L'environnement n'est décidément pas une priorité politique mais qu'un thème de discours.

Mais ce n'est pas nouveau : du plan climat à la loi sur l'eau, ce gouvernement est dans les mesurette et le bricolage sans jamais inverser la tendance et parfois même prend des décisions contradictoires.

Et je ne vous en citerai ici que quelques exemples :

Face à la flambée des prix du pétrole et au réchauffement de la planète, le gouvernement a fait des **biocarburants** son remède miracle en s'appuyant sur les agriculteurs qui sont aujourd'hui sollicités pour participer à la nouvelle ruée vers un pétrole vert... très consommateur d'eau, d'énergie et d'intrants, et destructeur des paysages ruraux.

Mais les biocarburants ne répondent ni aux exigences environnementales, il faut un litre d'essence pour produire un litre d'éthanol, ni aux enjeux d'indépendance énergétique, la totalité du territoire français ne suffirait pas à couvrir nos besoins, et encore moins aux espoirs suscités chez les agriculteurs.

En effet, ce n'est pas le blé français qui sera utilisé pour produire les biocarburants mais la canne à sucre brésilienne dont le rendement énergétique est 6 fois supérieur à celui de l'éthanol de blé. Les industriels l'ont bien compris en installant toutes leurs usines à proximité des ports.

Les deux seuls impacts des biocarburants seront donc d'accélérer la déforestation de la forêt Amazonienne, ce qui ne manquera pas d'accroître le réchauffement climatique, et de nous inciter à continuer à rouler tranquillement sans remettre en question nos modes de consommation et nos habitudes de déplacement.

Et s'il n'y a plus de pétrole, ce n'est pas grave, nous allons en fabriquer avec des cultures qui devraient théoriquement servir à nourrir la population mondiale !

Dans cette optique, le Premier ministre préfère engager 100 millions d'euros pour mettre au point un "moteur hybride diesel" permettant de réduire de 30 % la consommation de carburant mais dont la mise en place ne serait effective que d'ici 10 à 15 ans.

Dans cette même logique productiviste et libérale, on apprend avec stupéfaction **le retour des centrales au charbon** :

Ainsi, tout proche d'ici au Havre, un projet de centrale thermique au charbon d'une capacité d'environ 800 mégawatts (MW) devrait voir le jour d'ici 2011.

Les conséquences de cet aveuglement sont désastreuses pour l'environnement et la santé, tant en terme de rejets de poussières que d'émission de gaz à effet de serre, CO<sup>2</sup> et méthane (CH<sub>4</sub>) qui sont de 30% supérieures à celles du pétrole.

Alors que la France s'est engagée dans une voie de réduction des émissions de gaz à effet de serre prévue par la ratification du Protocole de Kyoto et a adopté la Charte de

L'Environnement, ce projet de retour au charbon démontre, une fois encore, l'incohérence entre le discours et les actes.

Et il est urgent d'agir.

Pour enrayer le réchauffement climatique, il faudrait dès maintenant diviser par 4 nos émissions de gaz à effet de serre. Malgré les engagements signés à KYOTO en 1997, nous en sommes bien loin.

Il est temps de dépasser le stade du discours et de réorienter notre politique énergétique vers les énergies renouvelables. Le budget dévolu à celles-ci pourrait être massivement augmenté grâce aux milliards d'euros récupérés par la sortie progressive du nucléaire.

Parallèlement, il est indispensable de mettre l'accent sur la maîtrise et les économies d'énergies, pour avoir la meilleure efficacité énergétique. Aujourd'hui, seul un tiers de l'énergie importée est réellement utilisée par le consommateur final, le reste étant en grande partie gaspillé.

Mais au-delà de ces mesures fortes, c'est l'ensemble de notre mode de développement, nos modes de consommations et de productions, nos comportements, qu'il faut aujourd'hui repenser.

Globalement, il faut agir tout de suite en augmentant la part du budget dévolue aux énergies renouvelables, en choisissant clairement le rail plutôt que le transport routier, en repensant la place de la voiture individuelle et nos modes de déplacement, en obligeant toutes les constructions de logements sociaux à respecter les normes d'isolation, en mettant en place une vraie fiscalité écologique très fortement incitative.

Régionalement, nous nous sommes engagés dans la promotion des énergies renouvelables et la maîtrise des énergies, la préservation et la restauration de l'environnement, la sensibilisation des citoyens aux enjeux environnementaux et enfin dans le développement d'une économie alternative plus respectueuse de l'être humain et de son environnement, l'économie sociale et solidaire.

Mais il faudra aller beaucoup plus loin si nous voulons que nos politiques publiques participent à stabiliser la situation puis renverser la tendance. Car face aux crises économiques, sociales et environnementales que l'humanité subit, c'est bien l'ensemble de notre mode de développement, nos modes de production et de consommation, nos comportements, collectifs et individuels, qu'il faut aujourd'hui repenser pour réduire notre empreinte écologique.

**Il ne s'agit pas là de faire peur, mais bien de mesurer l'ampleur de la situation, d'en prendre conscience, de dimensionner les problèmes, de travailler des solutions, « en construisant une adhésion avec les citoyens, en leur proposant un chemin de vie réussie » comme nous y invitait Pierre Radanne.**